

L'apprentissage de la réserve

Mathieu Bélisle

Numéro 77, été 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91499ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bélisle, M. (2019). L'apprentissage de la réserve. *L'Inconvénient*, (77), 3–5.

L'apprentissage de la réserve

ÉDITORIAL **Mathieu Bélisle**

Il ne suffit pas de changer le monde.
Nous le changeons de toute façon.
Il change même considérablement sans
notre intervention. Nous devons aussi
interpréter ce changement pour pouvoir le
changer à son tour. Afin que le monde ne
continue pas ainsi à changer sans nous.
Et que nous ne nous retrouvions pas
à la fin dans un monde sans hommes.
Gunther Anders, *L'obsolescence de l'homme* (1956)

Un grand chirurgien décrivait un jour à son ami Jacques Ellul, professeur de philosophie à l'université de Bordeaux, le malaise grandissant que lui causaient les transplantations d'organes qu'il pratiquait régulièrement. Pour qu'une transplantation réussisse, expliquait-il, un patient en attente d'un nouvel organe ne pouvait pas compter sur le don d'un vieillard ou d'un malade chronique. Il lui fallait un organe « frais », en provenance d'un patient en parfaite santé, ce qui, convenait-il, réduisait considérablement le bassin de donneurs potentiels. On pouvait toujours espérer, comme cela arrivait parfois, qu'un ami ou un parent se sacrifie pour un patient en donnant l'un de ses reins, mais pour une greffe de foie ou de cœur, le don providentiel ne pouvait venir que d'un individu frappé dans la fleur de l'âge. Or, constatait le chirurgien, les donneurs d'organes idéaux se trouvaient ainsi à être... des accidentés de la route. De tels accidents constituaient la principale source d'approvisionnement pour le spécialiste des transplantations ; lui

qui avait passé sa vie à raffiner son art et à parfaire sa technique, à trouver des stratégies pour éviter les complications et le rejet par le patient de l'organe nouvellement greffé, c'est-à-dire à se battre pour que ses patients survivent, il se surprenait parfois à espérer, idée absurde et pourtant vraie, que de jeunes automobilistes périssent. La survie des uns, concluait-il avec dépit, tenait à la mort tragique des autres.

L'anecdote a de quoi surprendre, mais elle illustre bien la nature retorse, singulièrement compliquée de l'idée de progrès. Car dans ce cas précis, le progrès de la chirurgie de transplantation, son développement en tant que spécialité de pointe, dépend de l'effet indésirable – on pourrait même dire : de l'effet *rétrograde* – d'un ancien symbole du progrès, l'automobile, qui, en même temps qu'elle permet à des millions de gens de se déplacer pour assurer leur subsistance et jouir de la vie, constitue l'une des causes principales de la pollution atmosphérique, dont les conséquences sur la santé des êtres humains et l'évolution du climat sont considérables. De la même manière, une part importante de l'activité intellectuelle contemporaine, qui a pour but de « faire avancer les connaissances et progresser la recherche », ainsi que le professent les énoncés de mission des universités, vise en réalité à compenser des reculs engendrés par d'autres avancées, c'est-à-dire, au fond, à résoudre les problèmes d'aujourd'hui causés par les innovations d'hier. La poursuite du progrès, aussi admirable que soit l'idéal de perfectibilité qui

l'anime, revient souvent à contenir ou à atténuer la régression qui en est le corollaire indésirable. Le mal vient de la difficulté à apprécier les conséquences à long terme de ce qu'on considère comme une avancée, ou alors du fait d'être engagé si profondément dans un domaine de spécialisation qu'on ne mesure plus les effets de ses travaux sur le reste du monde ; le cas le plus emblématique de cette difficulté étant celui des chercheurs en fission nucléaire, qui n'avaient pas prévu que leurs découvertes mèneraient à la création de la bombe atomique.

On critique beaucoup, et avec raison, la soumission grandissante de la recherche universitaire aux besoins de l'industrie, la marchandisation galopante de ses travaux. La tyrannie des « vraies affaires » n'est nulle part plus évidente qu'à l'université, l'une des institutions les plus anciennes et pérennes, ayant survécu aux révolutions et aux changements de régime (la création des premières universités remonte au 13^e siècle, en comparaison de quoi la démocratie parlementaire paraît bien jeune), laquelle est aujourd'hui le théâtre d'un renversement spectaculaire : les « sciences lucratives » et les « arts mécaniques », jadis considérés comme des disciplines honnies – le Moyen Âge ne cachait pas son mépris pour le travail pratique et le profit pécuniaire –, en sont devenus les reines incontestées. Les facultés de sciences appliquées (la médecine de pointe, la pharmaceutique, le génie informatique et industriel, l'intelligence artificielle ; et dans une moindre mesure : le droit, la gestion et le marketing) sont les grandes gagnantes de ce renversement, tandis que les facultés d'arts et de sciences humaines en sont les perdantes. Inutile de le nier, le travail « sérieux » et « utile », comme on le dit d'un air entendu, celui qui produit des résultats mesurables et génère des profits considérables, se fait du côté des sciences appliquées. C'est là qu'on trouve « les moteurs d'innovation et de changement », des mots que les administrations universitaires et les entreprises qui sont leurs partenaires intéressés répètent comme une formule incantatoire. Cela explique la tendance actuelle à privilégier des formations qui garantissent l'acquisition de compétences et de savoirs pratiques, à soutenir les recherches dont les effets sont immédiatement mesurables, prêts pour la production et la mise en marché, à favoriser les actions et les propositions les plus concrètes, et ce, au détriment de la recherche scientifique fondamentale, dont les résultats sont plus difficiles à prévoir, et plus encore des arts et des sciences humaines, dont les recherches et les conclusions, quoi qu'on en dise, contiennent toujours une part de spéculation.

On peut penser – avec un soupçon de mauvaise foi, j'en conviens – que si les universités continuent de défendre les arts et les sciences humaines et d'en assurer tant bien que mal la promotion, c'est pour se donner bonne conscience, pour préserver, au moins en apparence, un lien avec ce passé lointain où la théologie, la philosophie et la rhétorique occupaient la première place, pour continuer de croire qu'elles assurent la transmission de la culture, même si dans les faits la culture n'a plus pour ses dirigeants qu'une fonction décorative, qu'elle est l'équivalent d'une figure de rhétorique servant à agrémenter les discours officiels. Craignant que le statut de leur discipline soit menacé, plusieurs professeurs en viennent à adopter le modèle de l'entrepreneur-stratège. Ils administrent des fonds, gèrent du personnel, multiplient les publications et les demandes de subvention, bref se conforment avec toujours plus de zèle aux impératifs de la production, sans bien voir que la vie de la pensée (ou de l'esprit, comme on disait jadis), faite de lectures et de méditation, d'échanges et de contemplation, devient un luxe qu'il leur est de plus en plus difficile de s'offrir. L'ironie d'un tel régime est que l'enseignement y est dévalué, qu'il fait partie des activités jugées les moins « productives », ainsi que le constate à regret Yvon Rivard dans *Aimer, enseigner* (2012) : « un "bon" professeur, c'est quelqu'un qui est dispensé d'enseigner parce qu'il a obtenu tellement de subventions qu'il doit se consacrer à la recherche de ce qu'il a déjà trouvé et exposé, budget et bibliographie à l'appui, dans son projet soumis à des chercheurs qu'il a lui-même évalués dans un concours précédent ». La conséquence la plus tragique de cette situation est que les pensées les plus originales, les plus audacieuses et stimulantes, celles qui sont les plus susceptibles de trouver un écho au-delà du cercle restreint des spécialistes, naissent et prospèrent en marge de l'université, du côté de ceux et de celles qui n'ont pas intégré la « machine » ou alors qui osent, à un moment ou un autre de leur parcours, s'écarter de la voie tracée par l'institution.

Pour l'heure, la survie des arts et des sciences humaines au sein de l'université tient à la faiblesse relative de leurs coûts. En comparaison de l'enseignement de la médecine et du génie, l'enseignement des lettres, de l'histoire ou de n'importe quelle autre science « molle » représente une véritable aubaine : quelques professeurs, de plus en plus rares et précarisés, secondés par des chargés de cours toujours plus nombreux et condamnés à vivre, des salles de classe en quantité suffisante, et le tour est joué. Le problème d'un tel mo-

dèle est qu'il se contente de gérer le déclin des arts et des sciences humaines, en leur accordant une sorte de sursis, dans l'attente de leur disparition ou d'une réforme qui les verrait enfin faire la preuve de leur utilité, qui montrerait qu'ils peuvent eux aussi être des « moteurs d'innovation et de changement ». Cette exigence se traduit par deux tendances qui, depuis quelques années, gagnent du terrain, deux tendances qui se nourrissent l'une de l'autre et dont on peut ainsi penser qu'elles continueront de s'aggraver. La première se manifeste dans le désir d'offrir des programmes d'études tournés vers le monde actuel, ses enjeux et ses problèmes, conformément à ce qu'on pourrait appeler l'obsession présentiste. Partout, le contemporain a la cote ; en littérature, c'est même l'extrême contemporain qui passionne, les œuvres parues il y a quinze ou vingt ans paraissant déjà datées. La multiplication des programmes de création témoigne de cette volonté d'accorder la priorité aux voix « d'aujourd'hui », de faire triompher le temps présent sur le monde ancien, ce qui fait qu'un spécialiste de littérature ou d'histoire de l'Ancien Régime passe aujourd'hui pour une curiosité vivante, une bizarrerie exotique dont on ne sait trop que faire. En un sens, l'obsession présentiste cherche à accompagner le changement, à être en phase avec l'époque, à combattre la moindre impression de retard sur la marche du monde sans jamais avoir la certitude d'y parvenir.

La seconde tendance ne se contente pas de suivre le changement ; elle veut le réaliser, en devenir la championne : c'est celle qui consiste à transformer la recherche et l'enseignement en occasions de militantisme. Comme les ingénieurs et les médecins spécialistes en quête d'une nouvelle technologie révolutionnaire, ces chercheurs militants ambitionnent de concevoir, par la rénovation du langage, des représentations et des structures sociales, la nouvelle idéologie révolutionnaire. Pour eux, l'université n'est pas d'abord un lieu de réflexion, même si elle le demeure aussi bien entendu, mais un lieu de combat et d'expérimentation, l'équivalent d'un petit laboratoire de lutte sociale, où les « innovations » idéologiques sont conçues et testées au sein de l'université elle-même, avant d'être mises en marché avec la collaboration généreuse de l'appareil médiatique qui en assure la promotion dynamique. Dans bien des facultés d'arts et de sciences humaines, le militantisme intellectuel est non seulement accepté mais encouragé, dans la mesure où il est perçu comme la voie la plus efficace pour répondre à la question brûlante de l'utilité. Si nous

parvenons à changer le monde, comment pourra-t-on douter de notre valeur ?

Cela ne signifie pas que les objectifs poursuivis ne sont pas louables, ni que les changements espérés ne procurent aucun bien, mais il se peut, il est même très probable, que la tendance actuelle à faire triompher le présent et à favoriser le militantisme produise des effets indésirables que nous n'apercevons pas encore. Les avancées précieuses que nous pensons réaliser aujourd'hui pourraient entraîner des reculs inattendus, des effets rétrogrades, dont on rencontre peut-être les premiers signes dans l'incapacité grandissante du milieu universitaire – et de la société civile à sa suite – à accueillir des points de vue adverses et à en reconnaître la légitimité, dans cette aversion de plus en plus marquée pour la discussion raisonnable, comme si la tolérance était désormais une vertu hors de saison. Il se peut aussi que le désir de changer le monde, d'agir sur lui, soit en train de nous faire oublier la nécessité de le comprendre, que nous perdions de vue le fait qu'en vérité personne ne maîtrise le changement, qu'il se produit le plus souvent sans nous. Il faut être en mesure de comprendre et d'interpréter le changement si nous ne voulons pas devenir étrangers au monde, voire nous retrouver un jour, comme l'écrivait Anders, dans « un monde sans hommes ».

Je ne soutiens pas pour autant que les universitaires devraient taire leurs convictions et se garder d'intervenir sur la place publique, loin s'en faut. Je voudrais simplement rappeler que leur première tâche, leur rôle le plus précieux, dans un monde obsédé par l'efficacité et la vitesse, où le réflexe l'emporte sur la réflexion, consiste à créer un espace privilégié pour la pensée, le débat, la remise en question, le doute, la perplexité, un espace de liberté qui échappe aux impératifs de la production. Comprendre avant d'agir, mesurer ses propos avant de parler, accepter la complexité des faits plutôt que de schématiser, adopter une position de recul avant de s'avancer, prendre son temps plutôt que de choisir un raccourci, se libérer de l'obsession présentiste en acceptant de porter le « poids des siècles » (des mots que Pierre Vadeboncoeur répétait souvent durant ses années de vieillesse), voilà autant d'aptitudes que l'université devrait chérir et cultiver. Bref, s'il est un seul apprentissage que l'université devrait garantir, quel que soit le programme d'études, c'est celui de la réserve. ■